



**Evolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores
au cours du 1^{er} semestre de l'année 2012**

SEPTEMBRE 2012



SOMMAIRE

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX	4
2 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR.....	4
3 - BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ANNEE 2011.....	6
3.1 - Le compte des transactions courantes	6
3.2 - Le compte de capital et d'opérations financières	7
4 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....	9
4.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2012.....	9
4.2 - L'exécution du budget au 1er semestre 2012.....	10
4.2.1 - Les recettes	10
4.2.2 - Les dépenses	10
5 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE.....	11
5.1 - La masse monétaire.....	11
5.2 - Les contreparties.....	12
6 - EXECUTION DU PROGRAMME FEC	13
6.1 - Situation des repères structurels réalisés à fin Juin 2012	13
6.2 - Exécution budgétaire par rapport aux prévisions du programme au 30/06/2012.....	13

Dans un contexte international marqué par l'accentuation de la crise économique et financière, notamment dans la zone euro, les prévisions de croissance de l'économie mondiale pour l'année 2012 ont été revues à la baisse par le FMI, qui table sur un taux de 3,5% contre 3,9% en 2011. Cette baisse s'explique en grande partie par la quasi-récession dans la zone euro, l'accentuation des tensions sur les marchés financiers ainsi que par une croissance moins soutenue dans les grands pays émergents.

Aux Comores, le taux de croissance du PIB est projeté à 3%, en amélioration par rapport au taux de 2,6% observé en 2011. Cette croissance est tirée notamment par la production agricole et les travaux d'infrastructures routières, dans un contexte de maîtrise de l'évolution du niveau général des prix.

Après l'accroissement modéré observé en 2011, le taux d'inflation devrait être contenu en 2012. Les données publiées par le Commissariat Général au Plan (CGP) affichent une hausse mensuelle moyenne de 0,1% de l'indice des prix à la consommation au cours du 1^{er} semestre 2012 contre une baisse de 0,4% à la même période de l'année 2011.

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements devrait se stabiliser à un peu plus de 10% du PIB contre 9,8% en 2011, en liaison avec la consolidation des transferts courants sans contrepartie, portée notamment par l'amélioration des recettes de la Citoyenneté économique et en dépit de la détérioration de la balance commerciale.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution budgétaire au 1^{er} semestre 2012 affiche une nette amélioration du **solde primaire**, qui ressort excédentaire à 4,3 milliards FC contre un déficit de 451 millions FC à la même période de l'année dernière. Ceci s'explique par la nette amélioration des recettes intérieures, évaluées à 22,3 milliards FC contre 14,5 milliards FC au 1^{er} semestre 2011, malgré l'augmentation des dépenses intérieures, établies à 17,5 milliards FC contre 15 milliards FC.

Au niveau monétaire, la masse monétaire a augmenté de 6,2%, passant de 70,9 milliards FC en juin 2011 à 75,3 milliards FC à fin 2012, en relation avec la hausse des avoirs extérieurs (+10,5%) et du crédit à l'économie (+10,7%).

Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est amélioré s'établissant à 67% à fin juin 2012 contre 64,3% à la même période de l'année 2011.

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX

Dans un contexte international instable marqué par les tensions sur les cours des devises (euro-dollar) et des matières premières, notamment alimentaires et énergétiques, sur fond de crise de la dette européenne, le taux de croissance du PIB aux Comores s'est amélioré et atteindrait 3,0% en 2012, soutenue notamment par la demande intérieure, en relation avec l'accroissement des transferts courants sans contrepartie et les dépenses d'investissement publics dans le domaine des infrastructures routières.

Au niveau des prix, les chiffres fournis par le CGP font ressortir un taux d'inflation mensuel moyen de 0,1% au cours du 1^{er} semestre 2012 contre une baisse moyenne de 0,4% à la même période en 2011. Cette évolution résulte en grande partie de la hausse des prix des produits alimentaires (légumes +23,3%, poissons +8,4%, ...), suite aux fortes intempéries du mois d'avril. En glissement, l'indice des prix a enregistré une hausse de 0,4%, s'établissant à 157,3 en juin 2012 contre 156,7 en décembre 2011.

En termes de perspectives pour la fin d'année, l'inflation devrait être supérieure au taux de 1,8% observé en 2011, en liaison avec :

- la hausse des prix des produits importés, renchérissés par le repli de l'euro par rapport au dollar,
- la hausse des prix des produits pétroliers effectuée en septembre 2011,
- une demande intérieure forte, soutenue par les concours extérieurs, les paiements réguliers des salaires des fonctionnaires et les dépenses d'investissement de l'État.

Le FMI, lors de sa mission d'évaluation du mois de mars 2012, a projeté un taux d'inflation de 5,6% en moyenne annuelle et de 4,3 % en glissement annuel.

Indice des prix à la consommation	Année de base 1999						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'inflation annuel (en %)	3,4	4,5	4,7	4,9	3,8	1,8	n.d

Sources: Commissariat Général au Plan,
n.d : non disponible

2 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR

Le solde commercial, structurellement déficitaire, s'est encore dégradé au cours du premier semestre, sous l'effet de l'accroissement de 11% des importations, en dépit de l'amélioration des exportations de girofle. Ce produit a bénéficié d'une demande extérieure soutenue, portant le prix moyen au Kg de 2.400 FC à 2.500 FC.

En effet, une hausse de 20% des quantités exportées s'est traduite par une hausse de 23% de la valeur, évaluée à 2,1 milliards FC contre 1,7 milliard FC en juin 2011.

Pour la vanille, la quantité exportée est restée stable par rapport à la même période de l'année 2011, mais la valeur s'est en revanche contractée, s'établissant à 273 millions FC contre 308 millions FC en juin 2011.

Les essences d'ylang-ylang (à l'exception de la qualité 1^{ère}), ont enregistré une forte baisse à la fois en quantité (-37%) et en valeur (-22%). Cette évolution est à mettre en relation avec l'amplification de la crise mondiale, plus particulièrement dans les pays de la zone euro, principale zone d'exportation de ce produit destiné au domaine de la parfumerie.

Évolution des exportations des Comores aux premiers semestres					
Produits	Quantités (tonnes)		Valeurs FOB (millions FC)		Var (val) 12 / 11 en %
	2011	2012*	2011	2012*	
Vanille	38	39	308	273	(-) 11
Girofle	711	853	1 723	2 123	(+) 23
Ylang-ylang	20	13	359	280	(-) 22
Autres essences	3	-	18	-	-
Autres produits	1 627	918	386	281	(-) 27
Total	2 399	1 823	2 794	2 957	(+) 6

Source : Direction Générale des Douanes
*Chiffres provisoires, estimations BCC

S'agissant des importations, le 1^{er} semestre est marqué par une hausse de 11% de la valeur CAF des importations, s'établissant à 53,8 milliards FC contre 48,4 milliards FC au 1^{er} semestre 2011, en liaison avec la hausse des prix unitaires des denrées importées, alors que les quantités associées diminuaient de 2%.

A l'exception du riz, dont la valeur et les quantités importées ont légèrement baissé, tous les autres produits alimentaires (viandes et poissons, farine, sucre et produits laitiers) ont augmenté, aussi bien en valeur qu'en quantité, traduisant la forte dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'extérieur. Les produits pétroliers ont suivi la même tendance avec une hausse de 46% en volume et 68% en valeur, accentuée par l'appréciation du dollar américain par rapport au franc comorien.

Evolution des importations des Comores aux premiers semestres					
Produits	Quantités (en tonnes)		Valeurs CAF (en millions FC)		Variat (%) 12/11 (val)
	2011	2012*	2011	2012*	
Riz	28 588	27 072	5 654	5 599	- 1
Viande, poisson	4 236	4 463	2 170	2 360	+ 9
Farine	5 093	5 605	1 131	1 298	+ 15
Sucre	3 644	4 278	1 183	1 468	+ 24
Produits laitiers	1 480	1 932	941	1 121	+ 19
Produits pharma	113	147	435	967	+ 122
Tissus confection	579	514	205	211	+ 3
Produits pétroliers	18 730	27.376	8 334	14.001	+ 68
Ciment	77 227	68 158	3 599	3 255	- 10
Véhicules	3 375	2 459	12 818	4 158	- 68
Fer, fonte, acier	5 583	5 686	1 911	1 784	- 7
Autres produits	35 322	32 061	9 997	17 540	+ 76
Total	183.970	179.751	48.378	53.762	+ 11

Source : Direction générale des douanes,
* Chiffres provisoires, ajustements BCC

En revanche, les importations des matériaux de construction (ciment, fer) et des véhicules se sont en revanche inscrites en baisse, à la fois en quantité et en valeur.

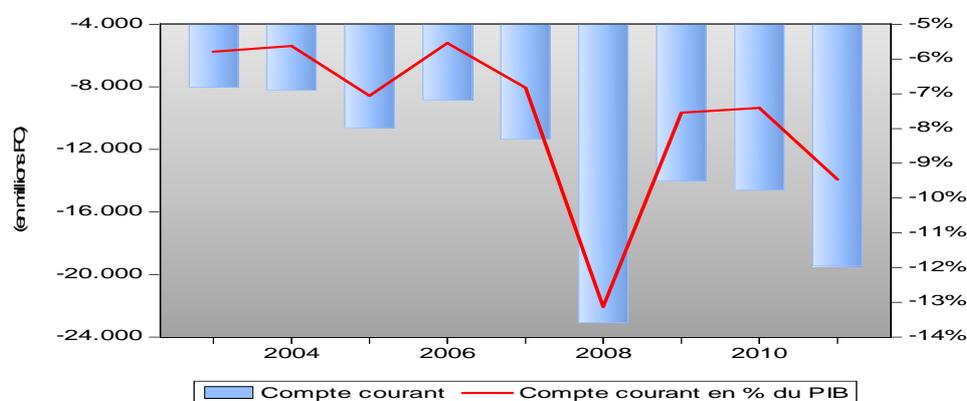
La baisse très prononcée des importations de véhicules (-68% en valeur et -27% en quantités), reflète en grande partie les importations exceptionnelles de biens d'équipement effectuées en 2011 dans le cadre des travaux pour la construction du port de plaisance à Moroni et la réhabilitation des infrastructures routières.

3 - BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ANNEE 2011

Les chiffres provisoires de la balance des paiements pour l'année 2011 font ressortir une détérioration du compte des transactions courantes, qui s'est établi à -20,1 milliards FC contre -14,6 milliards FC en 2010 après -14 milliards FC en 2009, représentant respectivement -9,8% du PIB, -7,4% et -7,5% du PIB.

Cette aggravation du déficit du compte courant découle de la détérioration de la balance commerciale, en rapport avec la forte hausse des importations, malgré l'amélioration des exportations de girofle. Elle résulte également de la détérioration des balances des services et des revenus, que n'a pu compenser la consolidation du solde des transferts courants. Le compte de capital et d'opérations financières s'est accru de 17%, en liaison essentiellement avec la consolidation des avoirs de réserves et des investissements directs étrangers, en dépit des contractions observées au niveau des autres investissements.

Évolution du déficit du compte courant (en milliards FC et en % du PIB)



3.1 - Le compte des transactions courantes

3.1.1 - Biens

Le déficit des échanges commerciaux de marchandises, en données douanières FOB, a atteint 61, milliards FC, en hausse de 6,9% par rapport à l'année précédente, représentant 29,9% du PIB contre 29,2% en 2010.

Les exportations sont évaluées à 9,1 milliards FC¹, soit une progression de 8,9% par rapport à l'année précédente, en liaison avec la bonne tenue des exportations du girofle. Les importations en valeur FOB se sont accrues de 7,2% pour s'établir à 70,6 milliards FC contre 65,9 milliards FC l'année précédente, en liaison avec un effet-prix et un effet-quantité, suite à l'accroissement de 5,3% du volume importé.

3.1.2 - Services

La balance des services a enregistré un déficit de 11,6 milliards FC, en hausse de 7,5% par rapport à l'année précédente.

¹ Les statistiques de balance des paiements intègrent les reventes d'hydrocarbures aux compagnies de navigation aérienne et maritime étrangères, considérées comme des exportations, ce qui explique la différence avec les statistiques d'échanges de biens et services provenant des Douanes (cf ci-dessus).

Les dépenses au titre des transports, qui représentent 63% des dépenses des services, se sont accrues de 11,4% en 2011, pour s'élever à 23,8 milliards FC, suite essentiellement à la hausse des coûts des assurances et du fret, tandis que les recettes se sont établies à 1,2 milliard contre 1,4 milliard FC en 2010.

Les soldes des postes « Voyages » et « Services de communication » ont augmenté respectivement de 13,3% et 5 % pour s'élever à 7,6 milliards FC et 5,6 milliards FC en 2011. Les niveaux excédentaires des soldes de ces deux postes ont permis d'atténuer le déficit des services tiré par le poste « transport », chiffré à 22,5 milliards FC.

Les « Services d'assurance », affichent un déficit de 4,4 milliards FC, sous l'effet de la hausse de la valeur des importations.

Au niveau des « Services fournis ou reçus par les administrations publiques », les dépenses des organismes diplomatiques et internationaux installés aux Comores ont augmenté de 3,9%, tandis que celles de l'État comorien pour le fonctionnement de ses ambassades à l'étranger ont diminué de 54,8%, affichant un solde net positif en hausse de 11,1%, à 3,5 milliards FC contre 3,1 milliards FC en 2010.

3.1.3 - Revenus

Aux Comores, seule la rubrique « Revenus des Investissements » est renseignée.

Le solde déficitaire du poste a diminué de 12,2% par rapport à l'année dernière pour s'élever à 277 millions FC, en liaison avec une hausse des flux créditeurs (+11,7%) plus forte que celle des flux débiteurs (+6,7%). Les produits des placements à l'étranger ont progressé de 12,7% pour s'établir à 1,3 milliard FC. En revanche, les charges d'intérêt sur la dette publique, chiffrées à 0,7 milliard FC, ont accusé une diminution de 10,6%.

3.1.4 - Transferts courants

Les transferts courants nets ont légèrement diminué pour se situer à 53,3 milliards FC en 2011 contre 54 milliards FC en 2010, représentant 25,9% du PIB contre 27,4% du PIB. Cette baisse est expliquée par le recul du solde des transferts des administrations publiques, en dépit de la consolidation des transferts privés.

Les transferts publics ont diminué de 17,7%, le solde net ressortant à 21,4 milliards FC après 26,3 milliards FC en 2011, en liaison avec le recul de l'aide budgétaire. En revanche, après avoir reculé de 18,7% en 2010, le solde des transferts privés a enregistré une hausse de 15,2%, s'élevant à 49,5 milliards FC, en relation avec l'accroissement de 18,1% des envois de fonds de la diaspora, qui ont atteint 38,2 milliards FC.

3.2 - Le compte de capital et d'opérations financières

3.2.1 - Compte de Capital

Le compte de capital s'est établi à 21 milliards FC en 2011 après 26,4 milliards FC en 2010. Ce repli traduit le montant plus faible des remises de dette obtenues en 2011, 5,8 milliards FC contre 15,5 milliards FC en 2010, en dépit de la hausse de 4,2 milliards FC des financements des projets de développement financés par les organismes internationaux, qui se sont établis à 15,2 milliards FC.

3.2.2 - Compte des opérations financières

Le compte financier s'est amélioré, le solde déficitaire passant de 13,1 milliards FC en 2010 à 5,4 milliards FC en 2011, du fait principalement de l'amélioration de l'excédent réalisé au titre des investissements directs et du recul du déficit des autres investissements.

En effet, les investissements directs ont été évalués à 8,2 milliards FC, après 3,1 milliards FC en 2010, en liaison avec les importations des biens d'équipement effectués dans le cadre des grands travaux (routes et ports). La rubrique des autres investissements affiche un déficit de 7,5 milliards FC après un déficit de 13,1 milliards FC observé l'année précédente, traduisant ici l'impact des remises de dettes obtenues.

Balance des paiements (en millions FC)

	2009	2010	2011*
Compte des transactions courantes	-13 892	-14 597	-20 064
Biens	-53 361	-57 488	-61 466
Crédit	6 684	8 386	9 128
Débit	-60 045	-65 874	-70 594
Services	-8 928	-10 820	-11 621
Crédit	20 833	24 172	26 135
Débit	-29 761	-34 911	-37 757
Revenus	-439	-316	-277
Crédit	1 130	1 201	1 342
Débit	-1 569	-1 517	-1 619
Transferts courants	48 836	54 027	53 301
Crédit	59 942	67 647	71 217
Débit	-11 105	-15 412	-17 916
Compte de capital et d'opérations financières	12 448	13 328	15 590
Compte de Capital	16 532	26 445	20 972
Crédit	16 595	26 445	20 974
Débit	-64	0	-2
Transferts de capital	16 595	10 973	20 974
Crédit	16 595	26 445	20 974
Débit	0	0	0
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-64	0	0
Crédit	0	0	0
Débit	-64	0	-2
Compte des opérations financières	-4 084	-13 117	-5 382
Investissements directs	4 882	3 099	8 171
A l'étranger (par des résidents)	0	0	0
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	4 882	3 099	8 171
Investissements de portefeuille	-17	-17	0
Avoirs	-17	-17	0
Engagements	0	0	0
Autres investissements	2 792	-13 991	-7 503
Avoirs	1 267	-3 524	-3 928
Engagements	1 525	-10 467	-3 575
Avoirs de réserve	-11 741	-2 208	-6050
Or monétaire	-44	-86	-46
Droits de tirages spéciaux	-3 571	-1 092	-1 049
Position de réserve au FMI	5	-17	-9
Devises étrangères	-8 101	-1 057	-4 950
Autres créances	-30	43	4
Erreurs et omissions nettes	1 444	1 269	4 474

Source : Banque Centrale des Comores ; * Chiffres provisoires

4 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

4.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2012

Le Budget 2012, dont une loi rectificative a été promulguée en juin, est cadré sur les objectifs du programme conclu avec le FMI, axés sur l'amélioration des recettes, la maîtrise de la masse salariale et le maintien du niveau des dépenses en capital.

Les prévisions budgétaires sont fixées comme suit :

- 31,8 milliards FC de recettes publiques internes, réparties à 26,9 milliards FC de recettes fiscales et 5 milliards FC de recettes non fiscales,
- 25,9 milliards FC de recettes externes,
- 34,5 milliards FC de dépenses courantes primaires, dont 18,3 milliards FC pour le seul poste « salaires »,
- 18 milliards FC de dépenses en capital, dont 13,4 milliards FC financées sur ressources extérieures.

Le solde primaire présenterait un déficit de 2,6 milliards FC, tandis que le solde global ressortirait excédentaire à 1,4 milliard FC.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Budget Général 2011 et 2012 (lois de finances rectificatives)

<i>(en millions FC)</i>		
	2011	2012
Recettes fiscales	25 278	26 871
Recettes non-fiscales	4 897	4 976
Recettes exceptionnelles		
Recettes externes	14 205	25 912
Total des recettes	44 380	57 759
Dépenses courantes	32 942	37 710
Rémunération du personnel	18 350	18 288
Biens et services	7 743	8 154
Transferts	4 015	4 116
Intérêts de la dette	987	781
Dépenses courantes sur financement extérieur	1 847	6 371
Dépenses en capital	16 328	18 022
Sur financement propre	2 900	3 909
Sur financement extérieur	12 807	13 441
Financées sur fonds de contrepartie	621	672
Total des dépenses	49 270	55 732
Solde Primaire*	- 2 833	- 2 620
<i>Sources : Lois de Finances Rectificatives 2011 et 2012</i>		
<i>* Recettes intérieures - Dépenses courantes intérieures (hors intérêts) - Dépenses en capital sur financement propre</i>		

4.2 - L'exécution du budget au 1er semestre 2012

4.2.1 - Les recettes

Prévues à 16,1 milliards FC, les recettes intérieures se sont montées au 30 juin 2012 à 22,3 milliards FC, atteignant à mi-parcours 70% des prévisions annuelles de 31,8 milliards FC. Cette amélioration repose à la fois sur les recettes fiscales et non fiscales.

Recettes budgétaires de l'État aux 1 ^{ers} semestres des années 2010 à 2012			
(en millions FC)	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2012*
Recettes fiscales	9.481	11.053	12.472
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	1.459	2.381	3.049
TC et assimilées	1.913	1.754	2.483
Commerce international	4.756	5.821	5.057
Recettes non-fiscales	2.558	3.458	9.827
Total des recettes	12.039	14.511	22.299

Sources : Ministère des finances, CREF
** Chiffres provisoires*

En effet, en dépit d'une faible perception des recettes douanières, (5,1 milliards FC au 30 juin 2012 contre 5,8 milliards FC au 30 juin 2011), les recettes fiscales ont atteint 12,5 milliards FC contre 11,1 milliards FC en juin 2011 soit une hausse de 12,8%, portée notamment par les rubriques « impôts sur les revenus et les bénéfices » et « impôts sur les biens et services », qui ont respectivement augmenté de 22,1% et de 43,2%.

Par ailleurs, prévues initialement à 3,7 milliards FC, les recettes non fiscales, portées par les recettes du programme de « Citoyenneté économique », se sont élevées à 9,8 milliards FC contre 3,5 milliards FC en juin 2011, soit une hausse de 184,2%.

4.2.2 - Les dépenses

Les dépenses budgétaires intérieures ont affiché une hausse de 16,7%, s'élevant à 17,5 milliards FC en juin 2012 contre 15 milliards FC en juin 2011.

Dépenses budgétaires de l'État aux 1 ^{ers} semestres des années 2010 à 2012			
(en millions FC)	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2012*
Dépenses courantes primaires	14.012	14.159	15.534
Traitements et salaires	8.388	9.170	9.118
Biens et services	3.592	3.445	4.205
Transferts	2.032	1.544	2.211
Dépenses en capital (fin. propre)	880	803	1.933
Total des dépenses intérieures	14.892	14.962	17.467

Sources : Ministère des finances, CREF
** Chiffres provisoires*

Au niveau des dépenses courantes primaires, sur une prévision de 14,6 milliards FC, une dépense de 15,5 milliards FC a été réalisée, soit un dépassement de 900 millions FC, en dépit de la très bonne maîtrise de la masse salariale, qui s'est inscrite en baisse de 0,6% par rapport à son niveau de juin 2011. Cette hausse des dépenses repose sur les postes « biens et services » (22,1%) et « transferts » (43,2%).

Sur une prévision de 2 milliards FC, les dépenses en capital financées sur ressources propres se sont élevées à 1,9 milliard FC en juin 2012 contre 803 millions FC en juin 2011, soit une hausse de 140,5%, traduisant les efforts déployés par l'État notamment pour la réfection des routes et la réhabilitation de certains bâtiments publics.

5 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

Entre juin 2011 et juin 2012, la situation monétaire a enregistré les évolutions suivantes :

- Une progression des avoirs extérieurs nets qui se sont passés de 45,6 milliards FC à 50,4 milliards FC, soit une croissance de 10,5% après 5,7% en juin 2011 ;
- Une contraction du Crédit Intérieur, qui s'est établi à 47,5 milliards FC à fin juin 2012 contre 47,7 milliards FC un an plus tôt, soit un recul de 0,4%, consécutif à la réduction des Créances nettes à l'Etat de 58,2%, et en dépit de l'augmentation de 10,7% des concours bancaires à l'économie ;
- Un accroissement de la masse monétaire, qui a atteint 75,3 milliards FC à fin juin 2012 contre 70,9 milliards FC à fin juin 2011, soit une croissance de 6,1% ;
- Une amélioration du taux de couverture extérieure de la monnaie, qui s'est établi à 67% à fin juin 2012 contre 64,3% un plus tôt.

5.1 - La masse monétaire

EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)				Variation (%) Juin-12		
	Déc-10	Juin-11	Déc-11	Juin-12	Juin-10	Juin-11	Déc-11
M1 / Moyens de paiements	42 650	45 235	48 820	47 654	18,5%	5,3%	-2,4%
Circulation Fiduciaire hors BEF	18 115	16 960	19 985	17 803	10,2%	5,0%	-10,9%
Dépôts à vue	24 534	28 275	28 835	29 852	24,2%	5,6%	3,5%
Banque Centrale	506	284	364	527	18,9%	85,7%	44,7%
Banques et Etablissements Financiers	24 028	27 991	28 471	29 325	24,3%	4,8%	3,0%
M2 - M1 / Epargne Liquide	26 097	25 718	26 506	27 633	15,6%	7,4%	4,3%
M2 / Masse Monétaire	68 747	70 953	75 327	75 288	17,4%	6,1%	-0,1%

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

A fin juin 2012, les **Moyens de paiements** ont atteint 47,7 milliards FC, en hausse de 5,3% par rapport à fin juin 2011. En revanche, par rapport à décembre 2011, ils se sont contractés de 1,2 milliard FC, soit une baisse de 2,4%, en relation avec le recul de 10,9% de la circulation fiduciaire qui s'est élevée à 17,8 milliards FC à fin juin 2012 contre 20 milliards FC en décembre 2011.

Les dépôts à vue se sont confortés, augmentant de 5,6% par rapport à juin 2011 et de 3,5% par rapport à décembre 2011.

L'agrégat « **M2 - M1, Épargne liquide** » a atteint 27,6 milliards FC en juin 2012, en hausse de 7,4% par rapport à juin 2011 et de 4,3% par rapport à décembre 2011.

Au niveau de la structure de la masse monétaire, l'agrégat « **M1 - Moyens de paiements** » a vu sa part diminuer de 63,8% à 63,3% entre juin 2011 et juin 2012, en liaison avec l'évolution de ses composantes, la part de la circulation fiduciaire passant de 23,9% à 23,6% en juin 2011 et juin 2012, après 26,5% en décembre 2011, et celle des dépôts à vue de 39,9% à 39,7% respectivement, après 38,3% en décembre 2011. En revanche, la part de l'agrégat « **M2 - M1, Épargne liquide** » a progressé de 36,2% en juin 2011 à 36,7% en juin 2012, après 35,2% en décembre 2011.

5.2 - Les contreparties

A fin juin 2012, les **avoirs extérieurs nets** se sont établis à 50,4 milliards FC, en hausse de 10,5% par rapport à juin 2011. Cette hausse résulte de l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, qui sont passés de 41,7 milliards FC à 49,7 milliards FC sur la période, compensant les effets de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques et établissements financiers, qui sont revenus de 3,9 milliards FC à 714 millions FC.

Par rapport à décembre 2011, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 3,4 milliards FC, en liaison avec le fort repli des avoirs extérieurs nets des établissements de crédits qui ont enregistré une baisse des avoirs bruts conjuguée à une hausse des engagements extérieurs. En revanche, les avoirs extérieurs de la Banque centrale se sont améliorés, enregistrant une hausse de 1,2%, en liaison avec les mouvements créditeurs du programme « Citoyenneté économique », et en dépit de l'accroissement de 10,1% des engagements extérieurs. Cette évolution est à l'opposé de celle qui a été observée à la même période de l'année dernière, où la contraction résultait de la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale que ne pouvait compenser l'accroissement des avoirs extérieurs nets des banques et établissements financiers.

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)				Variation (%) Juin-12		
	Déc-10	Juin-11	Déc-11	juin-12	Juin-10	Juin-11	Déc-11
AVOIRS EXTERIEURS (NETS)	45 974	45 623	53 860	50 431	16,9%	10,5%	-6,4%
Banque Centrale des Comores	44 335	41 686	49 127	49 717	19,0%	19,3%	1,2%
Actifs Extérieurs	53 810	51 661	59 859	61 535	21,2%	19,1%	2,8%
Engagements Extérieurs	-9 475	-9 974	-10 732	-11 818	31,5%	18,5%	10,1%
Banques et Établissements Financiers	1 640	3 937	4 733	714	-47,9%	-81,9%	-84,9%
Actifs Extérieurs	5 023	7 688	8 638	5 199	47,2%	-32,4%	-39,8%
Engagements Extérieurs	-3 384	-3 751	-3 905	-4 485	107,5%	19,6%	14,8%
CREDIT INTERIEUR	43 704	47 715	45 845	47 538	20,6%	-0,4%	3,7%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	5 743	7 643	6 016	3 193	-32,1%	-58,2%	-46,9%
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	12 753	13 424	13 791	14 683	38,2%	9,4%	6,5%
Dépôts (de l'Administration Centrale)	-7 010	-5 781	-7 775	-11 491	94,1%	98,8%	47,8%
Crédits à l'économie	37 961	40 073	39 829	44 346	27,8%	10,7%	11,3%
Autres Sociétés Financières	110	0	0	0	-100%	-	-
Adm. États Fédérés et Locales	315	235	220	204	96,7%	-12,9%	-7,0%
Sociétés Non Financières Publiques	2 232	1 405	1 178	1 870	10,1%	33,1%	58,8%
Autres Sociétés Non Financières	20 819	23 086	22 162	22 553	15,3%	-2,3%	1,8%
Autres Secteurs Résidents	14 485	15 347	16 269	19 719	55,2%	28,5%	21,2%
AUTRES POSTES NETS	-20 932	-22 385	-24 378	-22 682	22,9%	1,3%	-6,9%
Total des Contreparties	68 747	70 953	75 327	75 288	17,4%	6,1%	-0,1%

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Le **crédit intérieur** a atteint 47,5 milliards FC, en légère baisse (-0,4%) par rapport à juin 2011, alors qu'il enregistre une hausse de 3,4% par rapport à décembre 2011. Cette évolution est attribuable à la hausse du crédit à l'économie qui s'est accru de 11,3%, portant l'encours à 44,3 milliards FC en juin 2012 contre 39,8 milliards FC en décembre 2011.

En revanche, les créances nettes sur l'Administration Centrale ont diminué de 46,9% pour s'établir à 3,2 milliards FC après 6 milliards FC à fin 2011, suite à l'amélioration de 3,7 milliards FC des dépôts de l'État, et en dépit de l'accroissement de 900 millions FC des crédits, résultant principalement du décaissement par le FMI de la 3^{ème} tranche du programme FEC.

6 – EXECUTION DU PROGRAMME FEC

En septembre 2009, l'Union des Comores a signé avec le FMI un accord triennal au titre de la Facilité Élargie de Crédit, FEC (ex-FRPC), pour un montant total de 13,57 millions de DTS, dont 4.227.500 DTS décaissés immédiatement

En juillet 2010, un décaissement de 1.557.500 DTS a été effectué.

En janvier 2011, après la conclusion positive de la deuxième revue du programme FEC, un nouveau décaissement de 1.557.500 DTS a été effectué.

En Juin 2012, l'examen de la 3^{ème} revue par le conseil du FMI a abouti au tirage de 1.557.500 DTS, portant ainsi le montant total décaissé au titre du programme FEC à 8.900.000 DTS.

6.1 – Situation des repères structurels réalisés à fin Juin 2012

- La liste de la solde post-recensement a été établie ;
- Le texte de loi sur la nouvelle administration générale des impôts AGID (ancienne Direction générale des impôts) a été promulgué ;
- Les termes de référence d'une étude de faisabilité pour un vaste système informatisé de gestion des finances publiques ont été adoptés, avec notamment une estimation des coûts et un calendrier d'installation du système proposé.

6.2 – Exécution budgétaire par rapport aux prévisions du programme au 30/06/2012

(en millions FC)	Prog (1)	Exécution* (2)	Ecart (2) - (1)
Recettes intérieures	16.052	22.299	+ 6.247
<i>Recettes fiscales</i>	12.311	12.472	+ 161
<i>Dont Commerce international</i>	6.090	5.057	- 1.033
<i>Recettes non-fiscales</i>	3.741	9.827	+ 6.086
Recettes extérieures	14.819	11.869	- 2.950
<i>Dont : Aides Budgétaires</i>	2.460	0	- 2.460
Total des recettes	30.871	34.168	+ 3.297
Dépenses courantes	18.861	19.762	+ 901
<i>Traitements et salaires</i>	9.144	9.118	- 26
<i>Biens et services</i>	3.355	4.205	+ 850
<i>Transferts</i>	2.058	2.211	+ 153
<i>Intérêts de la dette</i>	481	406	- 75
<i>Dette extérieure</i>	367	321	- 46
<i>Dette intérieure</i>	114	85	- 29
<i>Dépenses courantes sur financement extérieur</i>	3.822	3.822	-
Dépenses en capital	10.355	9.998	- 357
<i>Dont : fin. ressources intérieures</i>	1.955	1.933	-22
Prêts nets	350	350	-
Total des dépenses	29.566	30.110	+544

Sources : Ministère des finances, CREF, FMI

** Provisoires*
